



**CAMBODGE:
LA PRESSE
INDÉPENDANTE
EN RUINE**

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

SOMMAIRE

Introduction	3
1. La répression : haro sur les médias indépendants	4
1 - Fermeture des médias historiques de la démocratie khmère	4
La mort du Cambodia Daily	4
Le cas de Radio Free Asia et des radios locales FM indépendantes	6
2 - Harcèlement et intimidations de journalistes	7
Arrestations et violences	7
Pressions et chantages à la carte de presse	9
3 - Auto-censure et fébrilités des organes de presse survivants	10
Radio France Internationale	10
Le Phnom Penh Post	11
Voice of Democracy	11
2. L'emprise : mainmise du gouvernement sur les médias de masse	13
1 - Un paysage audiovisuel aux ordres	13
Concentration et affiliations politiques	13
Sun TV, la tentative avortée d'une télévision indépendante	14
2 - Fresh News, la voix de son maître	16
Une agence sur le modèle chinois	16
L'usine à "fake news"	18
3 - L'Internet, un nouvel espace à contrôler	19
Le retour de la loi contre la cybercriminalité	19
L'Internet comme nouveau vecteur d'information	20
Le rôle central de Facebook	23
Recommandations de RSF	24

INTRODUCTION

Janvier 1979. Le régime khmer rouge s'effondre ; le cauchemar prend fin...

Au fil des décennies suivantes, le Cambodge s'engage sur la voie cahotante de la transition démocratique, concrétisée par les accords de paix de Paris, signés en 1991. Les parties prenantes s'engagent à organiser, sous l'égide des Nations-Unies, les premières élections pluralistes du pays, en 1993. La Constitution, promulguée cette même année, proclame, dans son article 41, la liberté de la presse comme l'un des garants indispensables du fonctionnement démocratique du pays.

Et cela fonctionne ! Au début des années quatre-vingt-dix, les journaux en khmer et en anglais se multiplient, les chaînes de radio organisent les débats, une presse d'opposition s'installe. Liberté de la presse et indépendance des médias sont au cœur du fonctionnement démocratique du pays.

Le régime de Phnom Penh reste cependant marqué par un phénomène qui a la vie dure : le "système Hun Sen", du nom de l'indéboulonnable Premier ministre au pouvoir depuis 1985. Il a résisté à toutes les réformes, toutes les transitions, toutes les contestations. Pour cela, il a instauré, sous des atours démocratiques, un régime autoritaire marqué par une vaste corruption, où les pouvoirs économiques et politiques sont concentrés, en toute opacité, dans les mains d'un groupe restreint de personnes. Il existe ainsi une large élite politique qui ne veut surtout pas de journalistes un peu trop fouineurs qui enquêteraient sur leurs affaires.

Lors des dernières élections générales, en 2013, la victoire du Parti du peuple cambodgien (PPC), le mouvement de Hun Sen, a été largement contestée par les médias indépendants, dont le message avait alors été relayé dans les rues de Phnom Penh par des manifestations monstres qui s'étaient étalées sur une année. Echaudé par cet épisode sans précédent, et à quelques mois des élections générales prévues en juillet 2018, le pouvoir est à l'offensive : il s'agit cette fois de faire taire en amont toutes les voix qui fâchent.

C'est pourquoi les autorités, dans un réflexe manichéen, s'emploient aujourd'hui à interdire, entraver, intimider tous les médias indépendants qui oseraient sortir de la ligne dictée par le gouvernement. Alors que le principal parti d'opposition vient d'être interdit, à six mois des élections législatives, le Cambodge se trouve à un tournant dans lequel la liberté de la presse va jouer un rôle décisif : la transition démocratique peut-elle se poursuivre, ou le pays s'enfoncé-t-il dans la dictature et dans ses vieux démons ? Etat des lieux de la circulation de l'information entre médias indépendants, organes de presse alignés et vivacité citoyenne.

Daniel Bastard

Responsable du bureau Asie-Pacifique pour Reporters sans frontières

1

LA RÉPRESSION : HARO SUR LES MÉDIAS INDÉPENDANTS (ÉTÉ-AUTOMNE 2017)

Juin 2017. Le Parti du salut national du Cambodge (PSNC), principal parti d'opposition, fait une percée aux élections municipales, avec 46% des voix.

Cette contestation du parti au pouvoir depuis des décennies fait l'effet d'une déflagration : à un an des élections générales, le PPC du Premier ministre Hun Sen a senti le vent du boulet. Résultat, il va falloir mettre les médias au pas. Les choses se décident en petit comité en juillet... Le Conseil des ministres se réunit début août. Dès lors, les choses vont aller très vite. Entre août et septembre 2017, près de 25 organes de presse sont fermés ou privés d'antenne.

4

1 - FERMETURE DES MÉDIAS HISTORIQUES DE LA DÉMOCRATIE KHMÈRE

En mai 2017, durant une conférence de presse tenue en marge d'un Forum économique de l'ASEAN, Hun Sen s'en prend [soudainement à deux médias](#) insupportables à ses yeux. Selon lui, les journalistes qui sont "contre le gouvernement" et qui ne font pas leur travail "correctement" sont des "serviteurs de l'étranger". Dans sa ligne de mire : *Radio Free Asia*, financée par le Congrès des Etats-Unis, qui serait une "radio établie contre le gouvernement", et le *Cambodia Daily*, qui "s'oppose toujours à [lui]". Pointant du doigt deux journalistes présents dans l'assistance, il déclare : "Maintenant vous deux, là... Qui travaillez pour Radio Free Asia et le Cambodia Daily... Notez bien ce que je vous dis. Vous pourrez vous en souvenir." Inutile de chercher plus loin quelles sont les bêtes noires du pouvoir.

La mort du Cambodia Daily

Le 4 août 2017, l'équipe du *Cambodia Daily*, le plus vieux quotidien anglophone du pays, découvre que le journal doit une somme de 6,3 millions de dollars US (environ 5,3 millions d'euros) au ministère des Finances pour des taxes et impôts impayés. La fuite a été orchestrée par le site d'information pro-gouvernemental *Fresh News*. Le journal doit s'acquitter de ses supposées dettes avant le 4 septembre. En cas de défaut de paiement, il devra "plier bagage et partir", [selon les mots de Hun Sen](#).

Problème : la décision a été prise en toute opacité, personne ne sait à quoi correspondent ces six millions de dollars. Comme le soulignait en août l'ancienne rédactrice en chef du quotidien, Jodie DeJonge, aucun audit n'a été réalisé. Pour elle, il ne fait aucun doute que la



→ Né en 1993, la même année que les premières élections libres, le *Cambodia Daily* a accompagné la transition démocratique du pays.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP



→ La "une" du dernier numéro du *Cambodia Daily* titrait sur une "Descente vers la dictature pure et simple". Ses locaux ont depuis été vidés.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP

réclamation arbitraire du gouvernement est politique. *"Cela fait plusieurs mois que le gouvernement critique de façon de plus en plus véhémente le Cambodia Daily parce qu'il ne se laisse pas dicter sa ligne, et voilà que nous recevons cette facture d'impôts astronomique. Il ne s'agit pas d'un problème de taxes, mais d'une question de liberté d'expression"*.

La fuite de l'avis d'imposition sur le site pro-gouvernemental *Fresh News*, alors que ce document était censé rester confidentiel, a également été perçue comme une intimidation à l'encontre de ceux qui osent évoquer les problèmes rencontrés dans le pays.

Fort de son slogan *"Toute l'information, sans peur ni faveur"*, le *Cambodia Daily* est né en 1993, l'année des premières élections libres dans le pays. Il a littéralement accompagné l'épanouissement de la transition démocratique du Cambodge. Au fil des ans, il est resté un média indépendant, critiquant certes le gouvernement et le parti au pouvoir, mais n'hésitant pas à épinglez des représentants de l'opposition lorsque ses enquêtes le demandaient.

Après plus de 24 ans d'existence et de lutte pour une information libre, le *Daily* voit le renouvellement de sa licence refusé. Il est contraint de mettre la clé sous la porte et a publié sa dernière édition le 4 septembre 2017. Ironie de l'actualité, sa dernière "une" porte sur l'arrestation par les autorités du chef de l'opposition.



→ Mam Sonando, propriétaire de la radio indépendante Beehive, aux prises avec la police anti-émeute lors de manifestations pacifiques en 2014.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Le cas des radios locales FM indépendantes et de *Radio Free Asia*

Les craintes d'une reprise en main des médias indépendants se sont confirmées avec la fermeture concomitantes de plusieurs radios. Sans préavis, le ministère de l'Information a ordonné le 23 août à deux radios locales indépendantes, *Women's Media Center of Cambodia (WMC)* et *Mohanokor*, de suspendre leurs activités, officiellement pour avoir été en infraction avec les termes de leurs licences. Les radios *Kampong Cham*, *Angkor Ratha* et *Samleng Cheayden* ont également été fermées jeudi 24 août. Leur tort ? Les stations rediffusaient les programmes en khmer des stations états-uniennes *Radio Free Asia (RFA)* et *Voice of America (VOA)*. Ces radios avaient elles-mêmes été [la cible d'intimidations de la part du gouvernement cambodgien en 2012](#).

En comptant les relais locaux de chaque radio mère, en tout, c'est plus d'une trentaine de stations FM qui ont été fermées en l'espace de quelques jours. D'autres ont été sommées de ne plus diffuser de bulletin d'information, et de se limiter aux programmes de divertissement. En quelques jours, on arrive au chiffre de 21 radios fermées. La direction de la radio *Mohanokor*, officiellement fermée pour "ne pas avoir demandé l'autorisation de diffuser des programmes extérieurs", a contesté en vain la décision du ministère. De son côté, la directrice du *WMC*, qui a dû cesser de relayer les programmes de *VOA* et *RFA*, ne se fait pas d'illusion sur le timing de cette censure : "De tels programmes n'ont jamais posé problème par le passé", remarquait-elle en août. Le 12 septembre, *Radio Free Asia* annonce qu'elle doit finalement fermer son [bureau de Phnom Penh](#) après vingt ans de services, laissant une cinquantaine d'employés sur la paille.



→ Il y a cinq ans, l'arrestation du responsable d'une radio, Mam Sonando, avait entraîné de larges mouvements de protestation.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP

2 - HARCÈLEMENT ET INTIMIDATIONS DE JOURNALISTES

Le message que fait passer le gouvernement est pour le moins explicite : soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous. Et voilà ce qu'il en coûte de ne pas être avec nous.

A force d'intimidations et de fermetures, c'est un climat de profonde inquiétude que font peser les autorités sur les journalistes locaux. De façon générale, la peur de subir des représailles si l'on critique trop les autorités est profondément ancrée dans la culture journalistique du pays. Et pour cause...

Arrestations et violences

Depuis 1992, au moins 14 journalistes ont trouvé la mort dans ce pays en raison de leur activité professionnelle. A l'été 2016, un célèbre commentateur politique, **Kem Ley**, est [assassiné de deux balles](#) en plein centre de Phnom Penh. Deux jours plus tôt, il avait mentionné sur *RFA* la parution d'un [rapport](#) accablant sur la mainmise de la famille du Premier ministre Hun Sen sur des entreprises clés du pays.

La violence de l'acte a traumatisé une large part des Cambodgiens, à commencer par la communauté des journalistes. L'inquiétude est montée d'autant plus haut que le coupable présumé du meurtre a été condamné à l'issue d'une parodie de procès, entaché de multiples irrégularités (incohérences dans l'instruction, témoins peu crédibles, etc.).

→ Durant l'été 2016, le célèbre commentateur politique Kem Ley était assassiné de deux balles en pleine rue, causant une vive émotion populaire.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP



→
Yeang Sotharin (au premier plan, en chemise bleue) et Uon Chhin (au second plan à gauche), anciens journalistes à *Radio Free Asia*, sont transférés en prison par des agents de sécurité.

© Pha Lina / Phnom Penh Post



Un peu moins d'un an plus tard, en juin dernier, le documentariste australien [James Ricketson](#) est arrêté pour avoir filmé une manifestation du parti d'opposition. [Accusé d'espionnage](#), il croupit depuis dans une prison du pays, où il risque dix ans d'emprisonnement.

8

Début octobre, alors que le *Cambodia Daily* ne paraît déjà plus depuis un mois, deux de ses anciens reporters, **Aun Pheap** et **Zsombor Peter**, apprennent qu'ils sont [accusés d'"incitation au crime"](#) en vertu des articles 494 et 495 du Code pénal cambodgien. Leur crime supposé ? Avoir couvert la campagne des élections municipales du 4 juin dernier en interviewant de futurs électeurs. Ils encourent deux ans de prison.

Dans la foulée de cette plainte, le ministre de l'Information Khieu Kanharith publie sur sa page Facebook une [photo du passeport canadien de Zsombor Peter](#), le menaçant de représailles en cas de non-respect de la loi électorale. Retiré depuis, ce post est révélateur de l'hostilité du gouvernement actuel contre les journalistes indépendants.

Rebelotte un mois plus tard. Deux jours avant l'audience de la Cour suprême pro-gouvernementale qui doit statuer sur l'interdiction du parti d'opposition, deux anciens journalistes de *RFA*, **Uon Chhin** et **Yeang Sotharin**, sont arrêtés le 14 novembre sous prétexte qu'ils essayaient de monter un studio "pour des activités journalistiques". Les deux reporters sont accusés d'"espionnage" à partir d'une loi aux contours flous, qui criminalise la transmission à un Etat étranger d'informations qui peuvent s'avérer "nuisible à la sécurité nationale". Les deux journalistes, qui nient avoir travaillé pour *RFA* depuis la fermeture du bureau, encourent jusqu'à quinze ans de prison.

→
Les médias cambodgiens ont suivi de très près le procès de l'assassin présumé du commentateur **Kem Ley**. Beaucoup ont crié à la parodie de justice.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP





→ Des journalistes couvrent une audience du procès du dignitaire Khmer Rouge Nuon Chea, dit "Frère numéro deux".
© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Pressions et chantages à la carte de presse

Dans la quête des autorités d'imposer une auto-censure générale, les pressions judiciaires ne sont qu'une étape. Quitte à tomber dans le sordide. Ainsi, peu après l'arrestation d'Uon Chhin et de Yeang Sothearin, deux sites d'information pro-gouvernementaux ont publié des photos supposées montrer un ancien reporter de RFA en train de filmer et de participer à des vidéos pornographiques. Les clichés, opportunément transmis par la police aux deux sites, auraient été retrouvés dans l'ordinateur d'un des deux journalistes. Vu le niveau du débat, une centaine de journalistes cambodgiens ont signé une pétition appelant à leur libération et rappelant au passage qu'il s'agit de deux professionnels aguerris et reconnus comme tels.

Mais beaucoup d'autres journalistes, qui auraient voulu signer cette pétition, ont préféré ne pas faire figurer leur nom sur ce qui pourrait facilement devenir une liste de têtes à abattre par les autorités. Ainsi, les anciens journalistes de RFA vivent pour beaucoup dans une profonde inquiétude, comme l'explique **San Sel**, qui travaillait depuis deux ans pour le service khmer de la radio. *"Après la fermeture du bureau de la radio, le ministère de l'Information a fait passer un message très clair : si vous exercez une activité de journaliste, vous devrez subir des poursuites judiciaires lancées par le ministère de l'Intérieur."*



→ Des policiers bloquent l'accès aux journalistes durant l'audience de la Cour suprême interdisant le seul parti d'opposition.
© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Impossible, pour tous les anciens journalistes de *RFA* et du *Cambodia Daily*, de travailler comme pigistes pour d'autres médias. Leurs demandes de délivrance d'une carte de presse leur est systématiquement refusée par le même ministère de l'Information. Pire, on interdit l'accès public à certaines personnes jugées "suspectes". Ainsi, le jour de l'audience portant sur la demande d'interdiction du parti d'opposition, le 16 novembre, l'ancienne journaliste du *Cambodia Daily* **Len Leng** se tient à proximité du bâtiment du tribunal, théoriquement ouvert au public. Elle est pourtant arrêtée et placée en détention provisoire. Motif : elle n'avait pas de carte de presse.

Cette situation kafkaïenne a largement refroidi les ardeurs des voix traditionnelles du pluralisme au Cambodge. Résultat, c'est une profonde fébrilité qui caractérise les autres organes de presse.

3 - AUTO-CENSURE ET FÉBRILITÉS DES ORGANES DE PRESSE SURVIVANTS

10

Le gouvernement actuel ne s'encombre pas de scrupules lorsqu'il est interrogé sur la vague de fermetures de médias constatée à la fin de l'été. Interpellé dans un courrier par le Conseil des Nations-Unies pour les droits de l'homme au Cambodge, le ministère de l'Information a publié sur son site et sur celui de son agence de presse une réponse pour le moins explicite : Les fermetures d'organes de presse sont "*un avertissement à tous les médias*" et que "*sous aucune condition les licences révoquées ne seront renouvelées ou délivrées à nouveau*". Ce qui a le mérite d'être clair.



© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Radio France Internationale

Dans l'hécatombe qui a frappé les radios, *Radio France Internationale (RFI)* fait figure d'exception. La station fait partie des rares médias à capitaux étrangers à ne pas avoir été fermée.

Ses bureaux flambant neufs surplombent la place où des milliers de manifestants se donnaient rendez-vous à la suite des élections jugées frauduleuses de 2013. Aujourd'hui, plus personne n'a le droit de manifester ici.

Et pourtant, les porte-paroles du gouvernement accompagnent leurs commentaires sur la fermeture de médias indépendants avec l'idée que ces médias à capitaux étrangers feraient partie d'une vaste conspiration visant à renverser le gouvernement à travers une "*Révolution de couleur*" - une référence

aux mouvements de contestation qui ont secoué les anciennes Républiques d'URSS ou le monde arabe et qui ont conduit au renversement de personnages indéboulonnables (Révolutions orange, rose, des tulipes ou du jasmin...).

Ne pas être perçu comme faisant partie de ce soit-disant complot, c'est ce qui nous a sauvés, estime-t-on du côté de *RFI Khmer*, même si la direction de la station préfère ne pas être citée nommément, signe de la fébrilité qui agite le milieu journalistique à Phnom Penh. Les cadres de la radio s'efforcent de respecter une ligne éditoriale très ténue : "*Pour chaque sujet, l'arbitrage doit être fait avec énormément de précisions pour équilibrer les positions du parti au pouvoir et celles de l'opposition.*" Ça, c'était avant l'interdiction du principal parti d'opposition. Difficile de trouver un équilibre maintenant. *RFI Khmer* sait qu'elle est passée entre les gouttes, et sa direction assure qu'elle va redoubler de prudence à l'approche des élections générales.



© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Le Phnom Penh Post

Le constat est assez proche dans la rédaction du *Phnom Penh Post*, l'autre média à capitaux étrangers qui a survécu à la purge de l'été 2017. Son rédacteur en chef, **Kay Kimsong**, partage la même prudence que ses confrères de RFI lorsqu'on l'interroge sur le climat actuel de la liberté de la presse au Cambodge.

“C'est très triste d'avoir perdu deux organes indépendants comme le Cambodia Daily ou Radio Free Asia. C'est un manque cruel pour les citoyens et la société cambodgienne, déplore-t-il. Mais je crois que le Cambodia

Daily a dû fermer car il n'avait pas assez d'argent pour régler l'amende qui leur a été réclamée. Au Phnom Penh Post, nous n'avons pas ce genre de problème.”

Et pour cause : créé dès 1992 sous la forme d'un bimensuel, il a été racheté en 2008 par Ross Dunkley, un vétéran australien des médias en Asie du Sud-Est, avec le soutien de Bill Clough et de son groupe de pétrole et de gaz Twinza. Depuis, c'est devenu un quotidien bilingue qui peut compter sur un actionnaire aux reins particulièrement solide. *“En rachetant le Post, nous avons eu un double héritage, explique Ross Dunkley. C'est un journal qui avait de hautes références morales et éthiques, mais en même temps il y régnait une culture propres aux ONG, et la façon de penser y était largement différente de celle d'un homme de presse comme moi.”*

C'était l'une des faiblesses du *Cambodia Daily*, qui dépendait financièrement de l'ONG de son fondateur, World Assistance for Cambodia. Or, le gouvernement avait en amont voté une loi sur les associations et les ONG (Lango) unanimement critiquée pour son manque de clarté. De sorte que, lorsque l'action d'une ONG déplaît au gouvernement, celui-ci peut la pénaliser selon son bon vouloir.



→
Le reporter de la radio *Voice of Democracy* Lay Samean gît, inconscient, après avoir été attaqué par les forces de sécurité alors qu'il couvrait une manifestation.

© Photo VOD / Daniel Bastard/RSF

les confrères indépendants : *“Même après la fermeture de la radio, nous devons faire très attention, explique Nop Vy, le responsable média du Centre. Après que le ministère de l'Information a annulé la licence de 21 radios, la plupart des propriétaires des licences d'autres stations ont pris peur. Résultat, ils ont préféré cesser de diffuser des programmes sensibles pour ne pas subir la censure, autrement plus brutale, des autorités.”*

Voice of Democracy

L'inquiétude est similaire au sein du Centre cambodgien des médias indépendants (CCIM). L'ONG était notamment responsable de *Voice of Democracy* (VOD). Lancée en 2003, avec la promotion des droits de l'homme comme cahier des charges, la radio fait partie des stations fermées en août dernier. Financés, pour partie, par l'Union européenne, ses programmes touchaient près de 8 millions d'auditeurs, en particulier dans les zones rurales.

Aujourd'hui, elle survit à travers un site d'information, *VODHotNews*, et une chaîne vidéo en ligne. Mais au CCIM, on témoigne de la même nervosité que chez

L'autocensure plutôt que la fermeture. Le choix est amer. Et il peut devenir encore plus douloureux : *“Même si nous voulons rester fermes, professionnels et dévoués pour bien faire notre métier, sans peur ni faveur, reprend Nop Vy, nous pouvons hésiter à aborder certains sujets sensibles. Tout simplement parce ça nous met en danger physique. Par le passé, un reporter de notre radio a été gravement attaqué par les forces de sécurité, jusqu'à perdre conscience. Ça fait réfléchir...”*

À force de violences, de fermetures et d'intimidations, le gouvernement cambodgien a partiellement réussi son coup : faire taire toute voix critique pour mieux s'assurer la victoire aux prochaines élections générales. Ne lui reste plus qu'à laisser s'écouler le flot de propagande déversé par des médias de masse aux ordres, et des journalistes le doigt sur la couture du pantalon.

2

L'EMPRISE :

MAINMISE DU GOUVERNEMENT SUR

LES MÉDIAS DE MASSE

Quelques chiffres suffisent à prendre la mesure de l'emprise du parti au pouvoir sur les médias de masse. Les quatre plus grands groupes qui possèdent des médias cambodgiens (Royal Group, Hang Meas, Hun Mana et Seng Bunven) suffisent à toucher près de 85% du public. Leurs dirigeants sont tous membres ou conseillers directs du gouvernement - sans parler du groupe de Hun Mana, qui n'est autre que la fille aînée du Premier ministre Hun Sen, et qui règne sur un empire représenté dans tous les médias.

C'est aussi le cas du groupe détenu par Say Chhum, l'actuel président du Sénat et vice-président du Parti du peuple du Cambodge (PPC). En plus de deux chaînes de télévisions et de plusieurs stations de radio, il détient aussi [Rasmei Kampuchea](#), l'un des principaux journaux du Cambodge.

Lue par à peine 10% de la population, la presse écrite en khmer est largement alignée sur le gouvernement. Les quatre principaux journaux touchent près de deux lecteurs sur trois. Et ils appartiennent naturellement à des proches du pouvoir.

Le journal le plus lu est *Koh Santepheap* : il attire ses lecteurs à coups de unes sanglantes sur des accidents ou des faits divers sordides... Et comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, la plupart de ses journalistes ne sont autres que des agents du ministère de l'Intérieur. Pratique. Cette collusion est pourtant loin d'être anecdotique.

1 - UN PAYSAGE AUDIOVISUEL AUX ORDRES

Concentration et affiliations politiques

Suivie par 96% des Cambodgiens, la télévision est sans aucun doute le média le plus populaire. Or, seules quatre chaînes de télévision cumulent 80% de l'audience - toutes directement liées au gouvernement, soit par appartenance directe, soit en tant que conseiller. Au total, sur les dix principales chaînes de télévisions, huit sont dirigées par des proches du parti au pouvoir - membres ou conseillers du gouvernement.

Cette conjonction entre une large audience, un taux de concentration très élevé et une affiliation politique directe ne laisse aucune place au pluralisme journalistique. Les journaux télévisés consistent essentiellement à retransmettre les cérémonies officielles et les discours du Premier ministre - sans oublier les incontournables défilés militaires.

Parmi ces chaînes de télévision, on trouve la *Cambodia News Channel (CNC)*, dont le journaliste star, président de l'Union des fédérations de journalistes du Cambodge, est aussi - accessoirement - sous-secrétaire d'Etat au sein du ministère de l'Intérieur.

La *CNC* est la propriété du magnat australo-cambodgien Kith Meng, président de la Chambre cambodgienne de commerce depuis 2007. Les salles de réunion de Royal Group, son consortium, sont ornées d'immenses portraits de la famille de Hun Sen.

→
 En 1999, Hun Sen (au centre) a célébré en grandes pompes le mariage de sa fille Hun Mana (gauche), en présence de son épouse Bun Rany (droite).
 Depuis plus de vingt ans, le clan du Premier ministre est à la tête d'un empire médiatique qui ne laisse aucune place au pluralisme.



© AFP



© CHARLY TWO / AFP



© TANG CHHIN SOTHY / AFPV



© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Signe de sa proximité avec le pouvoir, le cahier des charges de la *CNC* consiste officiellement à *"aider le gouvernement à diffuser le progrès et le développement de la nation"*. Kith Meng ne cache pas sa proximité avec Bun Rany, la femme du Premier ministre, avec qui il siège au bureau de la Croix-Rouge cambodgienne. Bun Rany a elle-même été la propriétaire de l'autre grande chaîne de télévision du pays, Bayon TV. C'est désormais Hun Mana, la fille de Hun Sen, qui a repris les rênes du groupe Bayon Media pour le moderniser, avec trois chaînes de télévision, dont une chaîne tout-info à la gloire de son père, plusieurs stations de radio et plusieurs journaux.

Face à ce paysage audiovisuel monolithique, les tentatives de créer des chaînes indépendants ont fait long feu.

Sun TV, la tentative avortée d'une télévision indépendante

Au sortir des élections générales de 2013, et à la suite des manifestations monstres contre les soupçons de fraude qui ont entaché la victoire du parti au pouvoir, le PPC, la majorité et l'opposition sont sorties de la crise à travers un compromis qui prévoyait notamment la création d'une chaîne de télévision indépendante. A charge, pour les membres de l'opposition, d'en assurer la création. Le projet avait été lancé en 2014. La chaîne allait s'appeler *Sun TV*, comme la promesse d'une nouvelle aube pour le paysage audiovisuel du Cambodge. Trois ans plus tard, le projet est toujours au point mort.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir créé une société privée chargée de lancer la fameuse chaîne indépendante, le *Cambodia Independent Media (CIM)*, et d'avoir levé des fonds en ce sens. Le ministère de l'Information a même accordé la licence de diffuser promise par le parti au pouvoir. Un terrain a été acheté dans un district du nord de Phnom Penh pour y construire le bâtiment de cette chaîne, avec studios et antenne de diffusion. Mais depuis, tout s'est enlisé dans les dédales administratifs.
"Cela fait des mois que nous attendons le permis de construire que doivent nous

délivrer les autorités du district, déplore **Kun Lum Ang**, la directrice du CIM. *Nous avons aussi déposé une demande de construction de la tour et des studios à l'hôtel de ville, sans réponse. Tout a été fait dans les règles. Les fonctionnaires en charge de ces documents nous font clairement attendre. Quand on leur demande où cela en est, on nous répond que ce n'est pas prêt. Qu'est-ce qu'on peut faire de plus?"*

Ce ne sont pas les seuls obstacles que rencontre le projet de création de cette télévision indépendante. Le mari de Kun Lum Ang, qui pilotait auparavant le projet de *Sun TV*, a été arrêté en août 2015. Son tort : être apparu dans une vidéo sur Facebook en présentant un accord sur les frontières entre le Cambodge et le Vietnam qui comportait des erreurs de traduction. *"Provocation !"* a tonné le tribunal. L'homme, **Hong Sok Hur**, a été condamné à sept ans de prison pour falsification de document officiel. Nouveau coup dur pour Sun TV.

En avril 2016, les autorités de la province qui jouxte Phnom Penh rejettent la demande du *Cambodia Independent Media* de construire une antenne relais sur un terrain qu'il a acheté, au prétexte qu'un groupe de familles locales auraient déposé plainte en référé contre le CIM pour les nuisances que leur apporteraient les transmissions hertziennes. Certains représentants de ces mêmes familles ont reconnu plus tard que la plainte avait en réalité été créée de toute pièce par les autorités locales.

Et lorsque la société a voulu lancer un plan de levée de fonds en vendant des parts, la commission des opérations en bourse a édicté des règles si strictes que le projet a dû être abandonné. Résultat : alors qu'au début, l'idée était de lever entre 10 et 20 millions de dollars pour faire fonctionner la télévision, le *CIM* dispose aujourd'hui d'à peine 500.000 dollars. Un peu maigre, pour lancer une chaîne de télévision.

Le contraste est immense par rapport aux 30 millions de dollars, au minimum, qui ont été levés par le gouvernement pour lancer en grande pompe, le 28 septembre dernier, la télévision officielle du ministère de l'Intérieur. *Nice TV* - c'est son nom - est forte de 300 employés qui travaillent dans un immeuble flambant neuf de sept étages, construit au sein du ministère de l'Intérieur. La chaîne a pour cahier des charges de *"couvrir les questions de sécurité et les opérations de la police nationale"*, ainsi que de *"louer les politiques du gouvernement et les activités d'application des lois"*.

On reconnaîtra dans la phraséologie unique de ce mandat la patte du cousin chinois, puisque *Nice TV* a été financée par le groupe chinois Fujian Zhongya Culture & Media. Ce n'est d'ailleurs pas le seul exemple de modèle pris par le pouvoir de Hun Sen sur ce que le président chinois Xi Jinping fait à Pékin.

→
La télévision est longtemps restée la principale source d'information pour de nombreux Cambodgiens.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP



2 - FRESH NEWS, LA VOIX DE SON MAÎTRE

Une agence sur le modèle chinois

Le gouvernement cambodgien dispose depuis longtemps de l'*Agence Kampuchea Presse (AKP)*, l'agence officielle d'information - ou plutôt de propagande, le contenu étant "*si terne, si sec et si figé*", pour reprendre les termes du chercheur Sebastian Strangio, auteur de l'ouvrage "Le Cambodge de Hun Sen". Le Premier ministre y est toujours appelé par son nom honorifique, à savoir "Samdech Akka Moha Sena Padei Techo Hun Sen", ce qui signifie en substance "Illustre seigneur, grand protecteur suprême et guerrier tout-puissant Hun Sen". En toute modestie. Sauf que Les logorrhées désuètes de l'AKP n'attirent pas les lecteurs. Il fallait donc occuper le terrain du numérique.



→
Le Premier ministre
Hun Sen (droite) reçoit
son homologue chinois
Li Keqiang.

© TANG CHHIN SOTHY / AFP

C'est ainsi que *Fresh News* a été lancée en 2012, d'abord sous la forme d'une page Facebook, puis assez vite sous la forme d'un site Internet à vocation virale. "*Fresh News, c'est l'AKP avec des ornements numériques*", précise Sebastian Strangio. *Une sorte de mise à jour digitale d'une forme désuète de média d'Etat*".

Selon le chercheur, le gouvernement considère *Fresh News* comme son relais direct dans la communication digitale: "*Les décisions politiques sont prises au sommet par Hun Sen et s'écoulent au sein du Conseil des ministres pour se retrouver directement dans le contenu de Fresh News*". Ainsi, le site publie généralement des "opinions" ou des "lettres à la rédaction" dans lesquelles des "lecteurs inconnus" reprennent des positions tranchées contre l'opposition ou contre les "*complots étrangers qui visent à renverser le gouvernement*".



→
Un hommage rendu
au défunt roi Norodom
Sihanouk, en octobre
2017, a été une nouvelle
occasion pour Fresh
News de louer le
gouvernement actuel.
© TANG CHHIN SOTHY / AFP

Les commentaires publiés sur *Fresh News* précèdent même en général ceux prononcés par Hun Sen ou les membres de son parti. Ce fut le cas en octobre dernier, lorsqu'un de ces trolls a accompagné ses condoléances aux victimes de la tuerie de Las Vegas d'un commentaire haineux concernant un avertissement aux voyageurs pour le Cambodge publié par les Etats-Unis. Trois jours après, Hun Sen prononçait exactement les mêmes mots dans un discours.

Ce type de pratique rappelle volontiers celle du Wumaodang, l'armée de petits internautes payés par le Parti communiste chinois pour poster un peu partout des avis favorables au régime. Selon le spécialiste de l'Asie du Sud-Est Carl Thayer, *"il est fort possible qu'il discutent de tout cela avec la Chine, et qu'ils reçoivent même de l'aide. Ils ont besoin de formations, de conseils, d'orientation et de parrainage"*. Le style du site cambodgien rappelle en effet les efforts menés par l'agence officielle chinoise Xinhua pour moderniser ses contenus et son ton. Selon le chercheur, il ne fait quasiment aucun doute que *Fresh news "a été créée par le gouvernement sous la forme d'un site indépendant pour mieux attaquer les opposants politiques."*

Pour cela, la recette est à peu près la même tous les jours : mettre en valeur des problèmes rencontrés à l'étranger pour discréditer ceux qui voudraient du changement dans le pays ; attaquer toute forme d'opposition comme potentiel péril pour la stabilité de l'Etat ; et critiquer les Etats-Unis comme le grand ordonnateur de la fameuse révolution de couleur qui viserait à renverser le gouvernement et créer le chaos. Ainsi, une information sur un attentat en Afghanistan sera mise en relation avec un article qui explique que *"Les investisseurs singapouriens bénéficient de la paix et de la stabilité du Cambodge"*. Un article sur *"19 victimes affectées par les bombes chimiques états-uniennes"* sera accompagné d'un article qui titre sur une déclaration de Hun Sen demandant *"Est-ce que les Etats-Unis pensaient aux droits de l'homme et à la démocratie quand ils bombardaient le Cambodge?"*

Même si la direction du site d'information a longtemps nié tout lien avec les autorités et le parti au pouvoir, le stratagème est grossier. D'autant que *Fresh News* ne s'embarrasse pas trop avec les questions de déontologie. Au fil des articles, le site s'est imposé comme la plus grosse usine à "fake news" du Cambodge.

L'usine à "fake news"

Par exemple, dans la foulée de l'interdiction du principal parti d'opposition, mi-novembre 2017, la représentation de l'Union européenne a fait part aux autorités de ses inquiétudes quant à l'avenir de la démocratie dans le pays. Dans la version livrée par *Fresh News*, rien de tout cela : "Le Cambodge renforce ses relations avec l'UE !" Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Du reste, c'est aussi *Fresh News* qui a publié en premier des accusations d'espionnage à l'encontre du leader de l'opposition Kem Sokha, qui croupit désormais en prison depuis son arrestation dans la nuit du 3 au 4 septembre 2017. Une arrestation qui avait du reste été diffusée en direct avec force bandeaux d'information titrant sur le site.

→
Fresh News rediffuse en boucle les discours du Premier ministre Hun Sen. C'est aussi le site qui a eu l'exclusivité des images de l'arrestation du chef de l'opposition Kem Sokha (droite).



Capture Daniel Bastard / RSF

En même temps, le site a publié un article sur "un citoyen états-unien, Geoffrey Cain, [qui] a planifié le mouvement de masse qui a renversé la présidente sud-coréenne Mme Park Geun-hye". L'intéressé est en réalité un journaliste basé à Séoul qui a eu le malheur de dîner un soir dans un restaurant coréen avec la fille de Kem Sokha, en exil, et qui s'avère être son amie. Une photo tirée de son compte Facebook accompagnait l'article, lequel continue sur ce ton : "Cette personne est maintenant employée par une superpuissance étrangère pour soutenir l'opposition et fomenter le renversement du gouvernement dirigé par le Premier ministre Hun Sen." Inutile de préciser que le journaliste en question ne compte pas vraiment se rendre au Cambodge dans les mois qui viennent.

Un peu plus tôt, c'est aussi *Fresh News* qui avait publié l'avis d'imposition du *Cambodia Daily* en amont de l'amende pharaonique qui a entraîné la fermeture du quotidien. Et c'est toujours *Fresh News* qui a récemment publié un éditorial proposant plusieurs amendements à la loi électorale qui permettraient de redistribuer les sièges détenus par les députés de l'opposition après la dissolution de leur parti. Deux semaines après, les mêmes amendements présentés en conseil des ministres étaient approuvés par la majorité à l'Assemblée nationale.

Toujours est-il qu'avec plus de deux millions de visiteurs, le site occupe le terrain de l'information numérique. Durant les dernières élections générales, l'opposition avait en effet mené une campagne très active sur le net, et notamment sur Facebook. *Fresh News* a justement été créé pour répondre à l'ascension fulgurante de l'Internet au Cambodge.

Après s'être assuré d'une emprise sur les médias de masse, après avoir fait taire les organes de presse indépendants, ne reste plus qu'à museler l'Internet. Le gouvernement pourrait ainsi parfaire sa mainmise totale sur l'information avant les élections, qui deviendraient alors une simple formalité.

3 - LA VOLONTÉ DE CONTRÔLE DE L'INTERNET

Le retour de la loi contre la cybercriminalité



Dernière intrigue en date délivrée par *Fresh news* : la publication, le 27 novembre 2017, d'un post sur la page Facebook du site pro-gouvernemental proclamant que le Premier ministre Hun Sen aurait été assassiné. Retiré au bout de quelques heures, le faux article a permis au directeur de Fresh News d'accuser des hackers "situés aux Etats-Unis et au Canada" d'être responsables de cette fuite.

L'intéressé lui-même, Hun Sen, a réfuté cette histoire sur son propre compte Facebook, précisant qu'elle avait été "fabriquée par l'étranger avec de mauvaises intentions pour créer le chaos". Et, surtout, cet incident a été l'occasion pour le porte-parole du gouvernement, Phay Siphon, d'appeler à la mise en place d'une loi contre la cybercriminalité.

→ Fresh News fait régulièrement courir des rumeurs infondées sur ses réseaux sociaux, comme celle de la mort du Premier ministre, en novembre 2017.
©TANG CHHIN SOTHY / AFP

Un avant-projet de loi sur la cybercriminalité circule au Cambodge depuis 2014, sous différentes versions. Mais les profondes atteintes à la liberté d'expression en ligne que permettrait le texte a provoqué de telles levées de bouclier que le gouvernement n'a pour l'instant pas osé proposer le projet de loi au parlement.

En cause des articles de loi qui criminalisent les auteurs ou diffuseurs de contenus qui "diffament ou discréditent" le gouvernement et ses agents, ou encore les contenus qui affectent la "cohésion politique" du pays. Avec ces récentes fausses informations que *Fresh News* a fait fuiter, il est fort probable que le projet de loi anti-cybercriminalité se retrouve à nouveau sur la table du conseil des ministres.

→ Durant les manifestations autorisées, l'accès des médias indépendants est strictement encadré par les forces de sécurité.
©TANG CHHIN SOTHY / AFP



L'Internet comme nouveau vecteur d'information

Il faut dire que le Cambodge a vécu ces dernières années une progression fulgurante de l'accès numérique à l'information. Ainsi, les médias fermés en août survivent sur l'Internet. Le 25 octobre dernier, le *Cambodia Daily* a annoncé sa renaissance sous la forme d'une "publication purement digitale, non-commerciale et basée à l'étranger". La production de contenu reste faible, mais on y trouve des synthèses hebdomadaires ou une "Chronologie de la répression en cours".

Les radios *Voice of Democracy (VOD)*, *Radio Free Asia (RFA)* et *Voice of America (VOA)* ont également attiré de nombreux internautes. *VOD Hot News* a plus de 800.000 amateurs sur Facebook et 20.000 par jour sur son site. Le compte Facebook de RFA est suivi par plus de 4,7 millions de personnes, et celui de VOA par 5,8 millions, ce qui en fait deux des pages les plus visitées du Cambodge.

Face à un paysage médiatique sclérosé et grâce à l'explosion des réseaux sociaux, un nombre croissant de journalistes citoyens se met à enquêter sur les problèmes qui touchent leur communauté, notamment dans les campagnes.

C'est par exemple le cas de **Luon Sovath**, un moine bouddhiste de 38 ans, qui documente les expulsions forcées de certaines familles. Le crâne rasé, vêtu de la robe safran, il promène son smartphone un peu partout. "Le problème, au Cambodge, c'est que le parti au pouvoir contrôle tout - l'argent, les tribunaux, les monastères, explique-t-il. Alors je me dois de défendre les droits de l'homme et d'en parler. C'est la règle du Bouddha. Sauf que j'utilise un smartphone et un compte Facebook. C'est la vie de moine 2.0".



→
Luon Sovath
©Witness

Pour encadrer ce phénomène, le Centre cambodgien des médias indépendants (CCMI) organise plusieurs fois par an des sessions de formation pour journalistes citoyens, avec le soutien de l'UNESCO. Son directeur des programmes médias, Nop Vy, estime qu'"un citoyen peut faire un excellent journaliste, et sa petite contribution aura nécessairement un impact fort sur la société en termes de droits à l'accès à l'information et de promotion de la liberté de la presse et d'expression."



→ Un atelier organisé par le Centre cambodgien des médias indépendants permet des échanges entre professionnels des médias et journalistes citoyens.

© Daniel Bastard / RSF

21

Durant l'une de ces formations, **Cheang Chamroeun**, professeur au lycée, a fait part des risques du métier. Il a voulu couvrir un conflit foncier dans un village proche de chez lui : *“Je suis allé voir, j’ai interrogé des villageois et les autorités, j’ai pris des photos, explique-t-il. J’ai écrit un texte très factuel - qui, quoi, où, quand, comment et pourquoi, comme je l’ai appris. Je l’ai agrémenté de photos et j’ai posté le tout sur Facebook”*.

Peu de temps après, Cheang Chamroeun est convoqué par le directeur de son lycée, réputé proche du parti au pouvoir. *“Mon compte Facebook est suivi de très près par ma hiérarchie, explique-t-il. Le directeur m’a harcelé de questions et a menacé de bloquer ma carrière si je recommençais.”*

Le problème est le même pour beaucoup de citoyens journalistes : les pressions et intimidations sont de plus en plus nombreuses. C’est pourquoi beaucoup d’entre eux réclament une reconnaissance par la profession et par les autorités, histoire d’être plus à même d’enquêter.

Quoi qu’il en soit, l’émergence de l’Internet comme vecteur d’information représente un véritable défi pour les techniques traditionnelles de contrôle et de censure de l’information, comme elle est pratiquée dans l’audiovisuel, par exemple. Pour la première fois, l’année passée, [les médias sociaux \(essentiellement Facebook\) sont passés devant la télévision](#) comme première source d’accès à l’information : 30% pour les réseaux numériques, contre 29% pour la télévision. [Une enquête plus récente](#) montre que 40% des Cambodgiens s’informent désormais d’abord par Facebook, contre 27% pour ceux qui s’informent d’abord par la télévision.

Et c’est loin d’être anodin : une enquête menée par l’Institut de conseil politique israélien [Shaviv Strategy & Campaigns](#) souligne de profondes fractures entre les deux groupes en termes de comportement électoral.

Ainsi, 52% des personnes qui s’informent par la télévision déclarent vouloir voter pour le parti au pouvoir aux prochaines législatives, contre 28% pour l’opposition. Chez ceux qui s’informent par Facebook, c’est l’inverse : 56% déclarent vouloir voter pour l’opposition, contre un petit 20% pour le Parti du peuple cambodgien.

Le schéma est le même lorsqu’on leur demande quel parti est le mieux à même de maintenir l’ordre et de faire respecter la loi : 57% des “téléspectateurs” citent le parti au pouvoir, contre 33% qui citent l’opposition ; alors les utilisateurs de Facebook sont 57% à préférer le parti d’opposition, et seulement 32% le parti de Hun Sen.

Même ratio inversé quant à la capacité de créer des emplois : ceux qui s’informent par la télévision sont 60% à penser que le parti gouvernemental est le mieux placé, contre 35% pour l’opposition ; ceux qui s’informent par Internet sont 60% à préférer l’opposition, contre 33% le PPC.

CHOIX ÉLECTORAUX EN FONCTION DES MÉDIAS SUIVIS

SONDAGE ILS/CSO/PSI
DANS L'AVANT-DERNIÈRE CAMPAGNE, SEPTEMBRE-OCTOBRE 2018



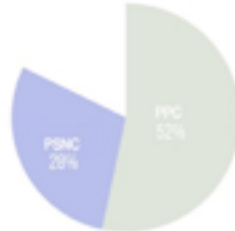
PERSONNES SONDÉES QUI DÉCLARENT S'INFORMER SURTOUT PAR LA TÉLÉVISION



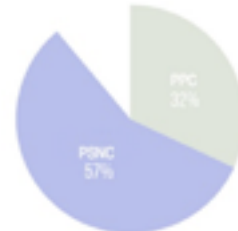
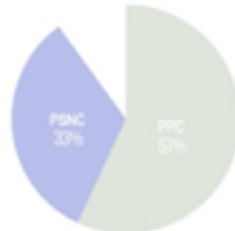
PERSONNES SONDÉES QUI DÉCLARENT S'INFORMER SURTOUT PAR FACEBOOK

QUESTION:

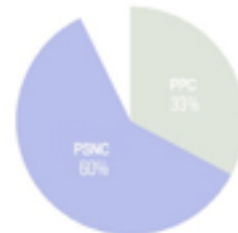
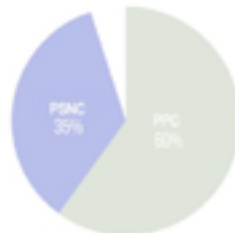
SI DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AVAIENT LIEU AUJOURD'HUI, POUR QUI VOTERIEZ-VOUS ?



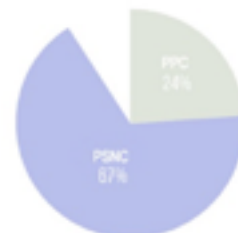
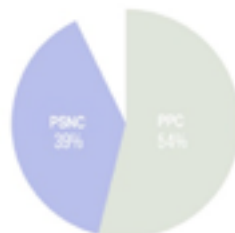
EN QUI AVEZ-VOUS LE PLUS CONFIANCE POUR MAINTENIR L'ORDRE ET FAIRE RESPECTER LA LOI ?



EN QUI AVEZ-VOUS LE PLUS CONFIANCE POUR CRÉER DES EMPLOIS ?



EN QUI AVEZ-VOUS LE PLUS CONFIANCE POUR FAVORISER LA HAUSSE DES REVENUS AGRICOLES ?



Deux enseignements peuvent être tirés de ces chiffres. D'abord, la machine à propagande audiovisuelle du système Hun Sen porte manifestement ses fruits. Ensuite, en étant devenu le principal vecteur d'information au Cambodge, Facebook a une immense responsabilité : les décisions du géant californien concernant la façon dont l'information est diffusée sur ses canaux peut avoir un impact colossal sur la société cambodgienne et son avenir démocratique.



Le rôle central de Facebook

Au Cambodge, les journalistes citoyens ne sont pas les seuls à avoir investi Facebook. Avec près de neuf millions d'abonnés, le Premier ministre Hun Sen est aujourd'hui le huitième homme politique le plus suivi au monde, selon une étude publiée par l'institut [Burson-Marsteller](#). Constitués d'un savant mélange de selfies, de karaoké et de commentaires politiques, ses posts ont généré 58 millions de clics, ce qui le place en troisième position sur le podium mondial, juste derrière Donald Trump et Narendra Modi.

Mais si ce sont bien les blogueurs qui font vivre l'information au Cambodge, ils sont à la merci des décisions du géant californien. Parmi eux, **Catherine Harry** s'est imposée comme une star de Facebook dans le pays, avec une série de vidéos qui explorent les tabous de la société cambodgienne. Ces clips comptabilisent en moyenne entre 100.000 et 200.000 vues.

23

Puis fin octobre, Facebook a lancé dans six pays tests, dont le Cambodge, une nouvelle fonctionnalité appelée "Explore", qui consiste à reléguer les contenus d'information indépendante en quarantaine, dans un espace secondaire et peu accessible. L'effet sur les informations délivrées par les journalistes citoyens a été radical : la vidéo postée par **Catherine Harry** a été vue par à peine 2000 personnes dans l'heure qui a suivi, alors que d'habitude, ce chiffre s'élève à 12000. "Avec ce genre de décision, ils peuvent nous anéantir en un claquement de doigt", déplore la blogueuse.

Sam Rainsy, un leader de l'opposition qui vit en exil pour ne pas se retrouver en prison, anime lui aussi une page Facebook très suivie. Or, le trafic a baissé de 25% depuis la mise en place de la fonctionnalité par le réseau social. Et l'homme dit ne pas avoir d'argent pour acheter des abonnés Facebook dans des "fermes à clics" à l'étranger, ce dont il accuse son rival Hun Sen.

L'impact de cette décision sur les quelques organes survivants de la presse indépendantes peut être ravageur. La page Facebook en khmer du *Phnom Penh Post* a perdu d'un coup 45% de ses lecteurs, et le trafic a baissé de 35%. Au service Internet du quotidien, on explique que la seule solution pour récupérer ce lectorat serait de payer pour que les posts soient lus. Bref, c'est à celui qui pourra payer le plus.

Et si un quotidien bilingue, installé depuis 25 ans, est affecté à ce point par la décision de Facebook, le journaliste-citoyen, lui, est laminé. Et dans la foulée, tout espoir d'un retour du pluralisme des voix au Cambodge. D'où l'impérieuse nécessité de poursuivre, coûte que coûte, la lutte pour la liberté d'informer.



Au gouvernement royal du Cambodge :

- Les autorités doivent libérer les journalistes injustement emprisonnés Uon Chhin, Yeang Sothearin et James Ricketson, et lever les accusations qui pèsent contre les journalistes Aun Pheap et Zsombor Peter.
- Les autorités doivent autoriser la réouverture du Cambodia Daily et des autres médias indûment fermés depuis août 2017.
- Les crimes commis contre les journalistes doivent de façon systématique faire l'objet d'enquêtes poussées et de poursuites, et mener à la condamnation de leurs auteurs dans le respect de l'indépendance de la justice, afin de renforcer l'Etat de droit et de mettre fin à l'impunité des auteurs de crimes contre les journalistes.
- Les autorités doivent s'assurer du respect de la liberté de la presse et de la diffusion de l'information, y compris lors du déroulement des élections législatives de juillet 2018.
- Les garanties relatives au libre exercice du journalisme doivent être renforcées dans la loi sur le régime de la presse de 1995, afin notamment d'assurer que les journalistes puissent exercer leur activité sans entrave, y compris quand celle-ci porte sur l'action gouvernementale ou des services de sécurité.
- La loi sur le régime de la presse de 1995 doit être amendée afin d'être mise en concordance avec les standards internationaux relatifs à la liberté d'expression et d'information. En particulier, l'article 12 du texte, qui interdit la publication d'informations "qui pourraient causer du tort à la sécurité nationale ou la stabilité politique" et autorise la confiscation administrative des publications contrevenant à cette disposition doit être supprimé.
- Les autorités doivent mettre en place un cadre légal approprié pour limiter le degré de concentration dans les médias. Le cadre prévu par l'article 17 de la loi sur le régime de la presse est insuffisant, en ce qu'il ne précise pas la nature des publications concernées ni les seuils à partir desquels une personne est considérée comme "propriétaire" d'une publication (en part du capital, en droits de vote, etc.).
- Le projet de loi sur la cybercriminalité doit être amendé en profondeur afin qu'il n'autorise pas des atteintes à l'exercice légitime de la liberté d'expression et d'information. En particulier, les articles relatifs aux contenus qui peuvent "générer de l'insécurité, instabilité et porter atteinte à la cohésion politique" ou qui "diffament ou discréditent" le gouvernement et ses agents, sont, en l'absence de définition stricte de ces termes, contraires aux standards internationaux relatifs à la liberté d'expression, notamment l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel le Cambodge a adhéré.
- Les autorités doivent parfaire et adopter le projet de loi sur l'accès à l'information, en s'appuyant sur les standards internationaux et les meilleures pratiques en la matière. Consacrer le droit d'accéder aux informations détenues par les institutions publiques est essentiel pour une société ouverte et transparente. C'est pourquoi le projet de loi relatif à l'accès à l'information doit être adopté après que ses dispositions aient été mises en conformité avec les standards internationaux pertinents. En outre, une fois adopté, les autorités devront garantir son plein et libre exercice, ce qui implique pour les services de l'Etat d'agir dans la plus complète transparence et de ne pas faire échec aux requêtes de citoyens ou de journalistes.
- Les autorités doivent mettre en place un système en vertu duquel ce n'est plus au pouvoir politique de fixer les règles déontologiques au respect desquelles

doivent s'attacher les médias, comme c'est aujourd'hui le cas au terme de l'article 7 de la loi sur le régime de la presse. Ce système pourrait par exemple impliquer la création d'un organe indépendant et paritaire de régulation des médias, regroupant notamment journalistes et éditeurs. Cet organe devrait notamment avoir pour fonction d'évaluer et de statuer sur les demandes de licence, d'accorder les cartes de presse, et le cas échéant de statuer sur leur suspension ou leur retrait - en lieu et place du seul ministère de l'Information, comme c'est le cas actuellement. En outre, les questions relatives à l'éthique et à la déontologie journalistiques, l'édiction de codes et la sanction de leur respect, pourraient relever de cet organe de régulation paritaire et indépendant.

- Les autorités du pays doivent mettre en place des mesures concrètes pour que soit respecté le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé et ratifié par le gouvernement royal du Cambodge, et plus particulièrement son article 19.
- Les autorités doivent permettre à la Rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur les droits de l'homme au Cambodge de mener à bien sa mission et, plus précisément, accepter toutes ses demandes de visites dans le royaume.
- Les autorités doivent mettre en oeuvre les recommandations (118.105, 118.20, 119.23, 119.24, 119.26) acceptées par le Cambodge lors de l'Examen périodique universel (EPU) et amender le code pénal afin qu'il ne puisse plus être utilisé pour restreindre la liberté d'expression et la liberté de la presse (notamment concernant l'incitation au crime, la diffamation et l'insulte), et pour mettre le code pénal en conformité avec les normes internationales en matière de liberté d'expression.

Aux médias cambodgiens :

- Editeurs, diffuseurs et propriétaires de médias doivent promouvoir davantage les pratiques d'une presse libre et, à ce titre, respecter le Code éthique des journalistes du Cambodge adopté par la conférence des journalistes du Cambodge en 2009. Les instructions qu'ils donnent à leurs journalistes ne doivent pas aller à l'encontre de ce code.
- Editeurs, diffuseurs et propriétaires de médias doivent se montrer solidaires avec leurs journalistes lorsque ceux-ci sont attaqués. Pour cela, ils doivent mettre en place des procédures de sécurité comprenant les interventions d'urgence et la prise en charge de l'assistance médicale physique, médicale, juridique et financière du journaliste attaqué.

Aux partenaires internationaux du Cambodge :

Les Nations Unies

- RSF recommande l'adoption d'une résolution lors de la prochaine session du Conseil des droits de l'homme, demandant au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de rédiger un rapport sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris sur la liberté de la presse.

L'Union européenne :

- La Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) doivent suivre la résolution adoptée par le Parlement européen le 19 octobre 2017, qui demande notamment l'établissement d'une liste d'individus responsables des récentes violations des droits fondamentaux au Cambodge, en vue de leur imposer des restrictions de visa et de geler leurs avoirs à l'étranger.
- La Commission européenne et le SEAE doivent revenir sur l'initiative "Tout sauf les armes" accordée au Cambodge dans le cadre du schéma pluriannuel de

préférences tarifaires généralisées, tant que le gouvernement de Phnom Penh n'aura pas pris des mesures concrètes pour assurer la liberté d'informer.

- La Commission européenne doit coordonner ces actions avec les autres principaux partenaires commerciaux du Cambodge (Canada, Etats-Unis, Japon).

Les Etats-Unis :

- Le gouvernement des Etats-Unis et son Département d'Etat doivent appliquer l'appel adopté par le Comité des Affaires étrangères de la Maison des représentants en vue d'établir une liste d'individus et d'entreprises au Cambodge qui feront l'objet de sanctions, notamment de restrictions financières et de restrictions sur les mouvements de personnes.
- Le gouvernement des Etats-Unis doit placer le Cambodge sur la liste des "Nations spécialement visées" et du "Global Magnistky Act" tant que sa politique envers la presse n'aura pas connu de progrès significatif. Dans ce cadre, le Département d'Etat et le Bureau de contrôle des avoirs à l'étranger du Département du Trésor doivent prendre des sanctions pour geler les avoirs de certains individus et entreprises cambodgiennes, et empêcher les ressortissants états-uniens d'effectuer des transactions avec eux.
- Le gouvernement des Etats-Unis doit retirer le Cambodge de sa liste des pays qui bénéficient d'un statut tarifaire préférentiel, et coordonner cette action avec les autres partenaires commerciaux du Cambodge (Canada, Japon, Union européenne).
- Le gouvernement des Etats-Unis doit suspendre son aide apportée au gouvernement cambodgien tout en poursuivant son programme d'aide à la démocratie à destination de la société civile.

26

Le Japon :

- L'Agence de coopération internationale du Japon (ACIJ) doit revenir sur ses programmes de soutien financier et logistique apportés au Cambodge tant que son gouvernement réprimera la liberté d'informer. En ce sens, l'ACIJ doit réévaluer les transferts de fonds, les prêts et les projets d'assistance technique apportés aux autorités de Phnom Penh, et ce en conformité avec le cahier des charges de l'agence, dont les buts sont notamment de favoriser le secteur des télécommunications et de renforcer les capacités de gouvernance du pays aidé.

L'ASEAN :

- Les pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), ainsi que son comité permanent, doivent rappeler le Cambodge à ses obligations, notamment en regard des la Déclaration des droits de l'homme de l'ASEAN signée et adoptée par les pays membres à Phnom Penh en 2012, qui proclame notamment dans son article 23 que "chaque individu a le droit de rechercher, de recevoir et de transmettre une information, que ce soit oralement, par écrit ou à travers tout autre média choisi par cet individu".

Aux plateformes numériques

Facebook doit supprimer sa fonctionnalité "Explore" expérimentée dans six pays, dont le Cambodge, qui relègue les médias d'information indépendants à un espace secondaire. Dépositaire de facto d'un pouvoir de vie ou de mort sur les médias indépendants au Cambodge, Facebook doit au contraire mener ses expérimentations de façon concertée, avec transparence et responsabilité.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte 6 bureaux à l'international (Rio, Londres, Tunis, Washington DC, Bruxelles, Taipei) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**
Responsable du bureau Asie-Pacifique : **DANIEL BASTARD**

SECRETARIAT INTERNATIONAL
CS 90247

75083 PARIS CEDEX 02
TÉL. +33 1 44 83 84 84
WEB : WWW.RSF.ORG

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION